

CARTOGRAPHIE DES RISQUES SECTORIELS

DE L'ECONOMIE TUNISIENNE-T4 2023

Cadre général

économique de la Tu

Comparativement à son peer group (africain ou asiatique), la Tunisie recule en termes de PIB de 2021 à 2023, par opposition à d'autres pays où le retour d'une croissance normalisée s'effectue plus rapidement après la crise du Covid.

Croissance économique

L'économie nationale affiche une décroissance de 0,3% au troisième trimestre 2023. D'après la Banque mondiale l'estimation du PIB mise à jour en novembre 2023 hausse ce taux à 1,2%. Il convient de noter que cette croissance prend un trend baissier après la reprise technique dans certains secteurs, notamment l'hébergement et la restauration (10,8 %) ainsi que les industries mécaniques et électriques 5,6% et l'industrie diverses (3,9 %). En revanche, le raffinage de pétrole (-41,1 %) ainsi que le secteur de l'agriculture et de pêche (-16,4 %) en plus du secteur de l'industrie minière (-8%) occasionnent des pertes de croissance au niveau national.

Finances publiques

Les autorités tunisiennes indiquent que les dépenses budgétaires sont en augmentation de 2,5% sur les 9 mois (2023/2022), contre 12,7% sur les neuf mois (2022/2021) (par rapport aux résultats actualisés dans le résultat de l'exécution budgétaire du 09/2023). Un nouveau cadre de partenariat entre la Tunisie et le Groupe de la Banque mondiale pour la période 2023-2027 destinés à favoriser une croissance inclusive et durable a été introduit.

Endettement

L'encours de la dette se répartit actuellement à hauteur de 58,8 % en Euro, 27,5 % en dollar, 7 % en yen et 6,7 % dans d'autres devises, indiquant une stabilité dans le choix des devises par l'État tunisien. L'encours de la dette publique se décline à fin septembre 2023 en dettes extérieurs de 68,5 milliards de dinars contre 60,3 milliards de dinars à fin septembre 2022, et en dettes intérieurs de 52,02 milliards de dinars contre 43,6 milliards de dinars pour les mêmes périodes. Le niveau global de la dette publique atteindra 120,5 milliards de dinars. En termes bruts, les emprunts prévus pour 2023 s'élèvent à 24392 millions de dinars, comparés à 18 280 millions de dinars à la fin de 2022, soit une augmentation brute de 6112 millions de dinars en 2023.

Paiement et commerce extérieur

Le déficit de la balance commerciale a passé de 25 milliards de dinars à 17 milliards de dinars

L'amélioration touche le régime général d'environ 10% par contre le régime off-shore une hausse du déficit de 33%. Sur le plan exportation augmentation de des industries agroalimentaires de 17,8% le secteur du textile, de l'habillement et des cuirs 6,9%, des industries mécaniques et électriques 15,9% tandis que le secteur des énergies et lubrifiants affiche une baisse de 16,2% alors que les mines de phosphate et dérivés 25,8%. Côté importations, baisse de -4,4% dont les produits énergétique -10,8% alors que les biens d'équipements 2,9% et ceux de consommations 1,8%

Activités monétaires

Selon la BCT, les transactions des devises effectuées sur le marché des changes au comptant ont atteint 15.878 MDT, au cours des neuf premiers mois de 2023, contre 16.173 MDT une année auparavant, soit un repli de 1,8%. Cette contraction a concerné les transactions effectuées sur le marché interbancaire (-26,8%) tandis que les interventions de la Banque Centrale de Tunisie se sont inscrites en hausse (+68,1%).

Investissement

Les Investissements Directs Étrangers, ont affiché sur la base d'une comparaison des neuf premiers mois 2023/2022, une hausse de 5,2% contre 20,1% sur les neuf premiers mois 2022/2021. Par secteur, cette enveloppe est de 20,3% pour les énergies, 58,9% pour les industries manufacturières, 20,4% pour les services et 0,4% pour l'agriculture.

Inflation

L'inflation continue sa tendance baissière de 8,3% en novembre 2023 à 8,1% en décembre 2023. En termes annuel, le glissement de l'inflation à 8,1% en décembre 2023 principalement les produits alimentaires 12,3% les restaurants et hôtel 11% et les articles de d'habillement et chaussures.

Emploi

Le taux de chômage des hommes est de 13,4% contre 13,2% le troisième trimestre 2022 et les femmes, pour qui le chômage reste néanmoins largement plus élevé, il est de 21,7% contre 20,4%. La faiblesse de la reprise économique en Tunisie a exacerbé le problème du chômage malgré que la variation entre les deux derniers trimestres de 2022 reste limitée.

ANALYSE SECTORIELLE

Agriculture et pêche

Le secteur de l'agriculture et de la pêche est un secteur primordial pour la Tunisie, grâce, d'une part à son importance dans la création de valeur économique (directe et indirecte), et d'autre part à l'importance du volume de l'exportation alimentaire (huile d'olive notamment) et de l'impact sur les avoirs en devise et sur l'emploi (et par conséquent à la stabilité sociale dans différentes régions du pays). Toutefois, ce secteur ne cesse d'enregistrer des taux de décroissance qui prennent de plus en plus d'ampleur, pour atteindre un taux de -16,4% sur le troisième trimestre 2023.

Industries manufacturières

Les industries manufacturières représentent un levier important de croissance et de création de richesse pour l'économie tunisienne, avec des secteurs à fortes potentialités, à l'instar des industries mécaniques, industries textiles et industries chimiques. L'exercice 2023 a été un exercice de consolidation et de renforcement pour ces typologies industrielles. Toutefois, les industries manufacturières renferment également des secteurs qui connaissent des difficultés structurelles, à l'instar du raffinage de pétrole où la décroissance culmine à 41,1 % le troisième trimestre, à cause du coût extrêmement élevé, suivi par l'industrie des matériaux de construction, céramique et verre avec -5,5% le T2-23 et -3,1% le T3-23 au regard des difficultés du secteur du bâtiment avec des coûts exorbitants pour la construction et les octrois des crédits.

Industries non manufacturières

Après l'agriculture, le secteur des industries non manufacturières est le secteur à plus forte décroissance en termes de création de valeur économique en Tunisie, sur l'exercice 2023. Hors « production et distribution de l'électricité et du gaz », l'ensemble des branches du secteur présenteront un bilan négatif pour 2023. Sur le dernier trimestre, la plus importante perte est enregistrée du côté de l'extraction minière, avec une décroissance de -8%, suivi par la construction - 5%, ensuite l'extraction de pétrole et de gaz avec -2,1%. Soutenu par l'Etat Tunisien et structurés par un ensemble d'entreprises publiques, le secteur des industries non manufacturières est exposé à des risques systémiques et à des pertes structurelles d'exploitation.

Services marchands

Au regard de la morosité générale sur les derniers exercices et du déclin de certaines activités industrielles, les services marchands présentent un essoufflement général en matière de croissance et de création de valeur. Portés par le rebond technique des activités de tourisme et d'hébergement en 2023, les services marchands peinent à trouver d'autres relais de croissance en 2024. Au dernier trimestre, on remarque notamment l'évolution du secteur de la restauration et de l'hébergement avec +10,8%, suivi par l'information et la télécommunication avec +3,6% et l'industrie de transport avec +3,3%, contre une baisse de -1,3% du commerce, l'entretien et la réparation. Les services financiers, quant à eux, proposent une stabilité relative, avec +0,1%.

Services non marchands

D'après le rapport sur le projet du budget de l'Etat tunisien pour l'année 2024, le projet de la loi de finance 2024 vise à la réalisation de la première étape des objectifs du programme national de réforme 2023-2026 visant à :

Atteindre la stabilité économique et la reprise de la croissance

Établir La réforme fiscale et la consolidation du budget de l'Etat

Maîtriser la masse salariale

Favoriser l'investissement public

Moderniser le secteur de l'enseignement et le secteur la santé